

Messages clés sur la préparation des opérations du GICI – 22 février 2022

Introduction

- Bon après-midi,
- Je vous donnerai aujourd'hui une mise à jour sur les opérations à Ottawa.

Ottawa

- J'ai pensé changer les choses un peu aujourd'hui et commencer par la situation dans la banlieue d'Ottawa puisque j'ai reçu des questions à ce sujet.
- Les manifestants se sont déplacés vers une autre partie de Vankleek Hill. Il y avait environ 60 véhicules et 20 semi-remorques au nouvel emplacement hier après-midi.
- Il y a encore quelques manifestants à Arnprior, soit environ 15 véhicules à passagers, une ou deux autocaravanes et quelques solos, c'est-à-dire des camions sans remorque.
- Plus tôt ce matin, nous avons appris que deux véhicules utilitaires, quelques semi-remorques et environ dix véhicules de soutien se trouvaient à Embrun.
- La police surveille étroitement ces sites, et un plan est en place pour gérer toute tentative de retour à Ottawa.
- Si la *Loi sur les mesures d'urgence* est levée, nous nous appuierons sur nos pouvoirs existants, comme nous l'avons fait dans des situations similaires ailleurs au pays.
- En ce qui concerne le centre-ville, comme je l'ai mentionné hier, il y a eu une petite manifestation d'environ 20 à 30 manifestants devant le Musée de la guerre. Quelques manifestants s'y trouvaient ce matin.
- Je peux aussi vous dire qu'un ou deux manifestants se trouvent dans la zone sécurisée, et que nous nous occupons de la situation.

[APG]

- En ce qui concerne la zone sécurisée, elle a été réduite et s'étend désormais de Bronson au canal Rideau et de Somerset Ouest à la Colline du Parlement. La zone d'exclusion a aussi été réduite et s'étend du côté nord de Sparks à la Colline du Parlement, et de Bay à Elgin, ce qui inclut le Monument commémoratif de guerre du Canada.
- La présence accrue de policiers au centre-ville permettra de continuer de s'assurer que les manifestants ne reviennent pas.
- Le soutien aux entreprises locales est désormais considéré comme une raison valable pour entrer dans la zone sécurisée, et le ministère des Transports s'emploie à dégager les rampes d'accès et de sortie de la 417.
- Depuis le début de l'opération, il y a eu **196 arrestations** et au moins **389 accusations portées** en vertu du *Code criminel*.
- Les audiences sur la mise en liberté sous caution de Pat King et George Billings devraient avoir lieu aujourd'hui. Nous venons d'apprendre que la libération sous caution a été refusée à Tamara Lich ce matin.
- Je peux dire que **115** véhicules ont été remorqués.
- En ce qui concerne les mesures économiques d'urgence, je peux confirmer que, depuis 15 h 30 hier, **57** entités (**18** personnes et **39** véhicules, dont l'information sur le propriétaire/conducteur) ont été signalées à :
 - des banques;
 - l'Association des banquiers canadiens;
 - l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM);
 - les Autorités canadiennes en valeurs mobilières;
 - les coopératives de crédit;
 - l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels.
- Au total, **241** comptes (produits financiers) ont été bloqués ou le seront bientôt. Cela inclut les **219** comptes qui ont été bloqués ou le seront bientôt et les **22** comptes qui avaient été bloqués de façon proactive.

[APG]

- Hier encore, nous avons fourni des informations aux institutions financières pour leur permettre de débloquer les comptes des personnes qui ont cessé de participer aux manifestations.
- Il est à noter que la GRC a contacté certaines personnes dont les comptes ont été bloqués et que la plupart d'entre elles ont promis de ne pas retourner à Ottawa pour participer aux manifestations. « Je ne retournerai pas à Ottawa si ça signifie que vous allez bloquer mes comptes! » L'initiative de blocage de comptes a permis de perturber les manifestations.
- Les autres mesures relèvent des institutions bancaires en tant que telles.

[APG]

Opérations au Canada

- Pour l'instant, je n'ai rien d'important à signaler pour l'ensemble du Canada ce matin.

[APG]

Si on insiste : Loi sur les mesures d'urgence

- Au cours de la dernière semaine, nous avons beaucoup réfléchi à la *Loi sur les mesures d'urgence* et à la question de savoir s'il est encore nécessaire de l'appliquer.
- Il ne fait aucun doute qu'il s'agissait d'un outil efficace à Ottawa, puisque son application nous a permis :
 - d'avoir un impact financier sur les manifestants, et d'encourager les autres à partir avant d'avoir à subir de telles sanctions;
 - de contraindre les services essentiels;
 - de dissuader les manifestations et le blocage ici, à Ottawa, et ailleurs au pays.
- Toutefois, vu l'excellent travail du Service de police d'Ottawa, de la Police provinciale de l'Ontario, de la GRC et d'autres services de police au cours de la dernière semaine, je crois que nous pourrions désormais gérer la situation à Ottawa sans l'aide de la *Loi sur les mesures d'urgence*.
- Comme nous en avons discuté, partout au Canada, les policiers ont été en mesure de gérer et de disperser les manifestations sans avoir recours à la *Loi sur les mesures d'urgence*, par exemple à Emerson, à Coutts, à Windsor, à Toronto et à Québec.
- Il ne faut pas oublier, également, que l'injonction à Ottawa se poursuit et que les ordonnances provinciales sont maintenues jusqu'au 26 février.

[APG]

- Du point de vue opérationnel, nous avons établi un solide plan de stabilisation, et la Police provinciale de l'Ontario et la GRC seront encore mobilisées pendant au moins la prochaine semaine.

[APG]